

« Orienter les modèles économiques vers des stratégies bas carbone pour contenir le réchauffement global en deçà de 2°C, c'est une nécessité et une exigence partagée qui transcende la simple dimension politique. C'est le sens de l'engagement de la société civile, et notamment celui des entreprises et des coalitions dont la mobilisation ne cesse de croître et de se structurer. C'est aussi tout l'engagement de notre cabinet impliqué dans les stratégies et réflexions sur le développement durable en travaillant aux côtés des nombreux acteurs publics, associatifs et privés mobilisés pour porter des solutions concrètes et pour poursuivre, notamment lors de la COP23, la mobilisation, et l'action surtout, pour un monde durable et apaisé! ».

**Sylvianne Villaudière**, Dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis

« CLIMAActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE  
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT  
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
DE RIO+20 ... A LA COP22  
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

## DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

*La 22e conférence sur le climat, COP22, s'est achevée le vendredi 18 novembre 2016. À Marrakech, la communauté internationale a réclamé un "engagement politique maximal" contre le réchauffement. Entre déception et avancées, la conférence climat a été bousculée par l'élection du climatocéptique Donald Trump. ([Communiqué de clôture de la COP22](#))*

*Rappel : Adopté en décembre 2015 par 197 pays des Nations unies, l'accord de 39 pages vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français)*

*Si la COP22 se voulait plutôt « africaine », en mettant en avant les initiatives lancées à l'échelle du continent, dont le point d'orgue a sans nul doute été l'organisation du premier Sommet africain de l'action en marge de l'événement, la COP23 (6 au 17 novembre 2017), organisée par les îles Fidji à Bonn en Allemagne (pour des questions logistiques), permettra de mettre le curseur sur les conséquences du réchauffement climatique sur les petits Etats insulaires. En 2018, c'est la Pologne qui devrait accueillir la COP24.*

[- Une réunion de concertation et de suivi avec les représentants des constituantes, composées de neuf réseaux d'acteurs non étatiques accrédités auprès de l'ONU, a été organisée par la présidence marocaine de la COP 22, le 21 février à Rabat. Pour Batikoto Seruiratu, ministre de l'Agriculture des Iles Fidji, qui assurent la présidence montante de la COP 23 du 6 au 17 novembre 2017, cette réunion a constitué une opportunité pour se renseigner sur travail accompli par le Maroc. « Bien que certains sujets sont restés en suspens, notamment la décision de l'adaptation aux changements climatiques, de l'agriculture et de la finance climat, la satisfaction des neuf réseaux d'acteurs non étatiques accrédités auprès du secrétariat de la Convention des Nations unies sur le changement climatique a été quasi-totale », s'est félicitée la championne pour le climat du Maroc, Hakima El Haite.](#)

- En clôture du colloque « un an après l'Accord de Paris sur le climat : regards franco-allemands », co-organisé le 7 février 2017 par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert, la Ministre Ségolène Royal a rappelé, en présence des députés européens français et allemands, la nécessité de mettre en œuvre l'Accord de Paris pour le climat et la transition énergétique et écologique au niveau européen : « La France et l'Allemagne portent une grande responsabilité dans la mise en place de l'Accord de Paris, au niveau national, européen, et international. Nos deux pays doivent avoir pour objectif de faire aboutir les textes européens notamment sur le marché carbone européen et sur le partage de l'effort, de façon rapide et ambitieuse ».

- Ségolène Royal, Présidente de la COP 21, avait commandé, le 8 novembre 2016, un rapport au CGDD et le CEDD pour proposer une bonne application du CETA. Elle l'a rendu public le 10 février 2017. Visant à renforcer la coopération entre le Canada et l'Union européenne, qui ont tous deux œuvré conjointement et activement à l'adoption, comme à l'entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris, ce rapport montre que, s'il intègre les propositions formulées, le CETA peut constituer un levier pour dynamiser la lutte contre le changement climatique.

*Le rapport CETA et climat : Éléments de constat et d'appréciation sur les points de controverse*

- Isabella Lövin, vice-Première ministre et ministre de l'Environnement a signé le 3 février 2017 un projet de loi Climat. Le projet de loi vise à rendre la Suède neutre en émission de CO2 d'ici 2045 et « marque une nouvelle ère dans la politique climat de la Suède », s'est félicitée Isabelle Lövin. « Il y a une demande mondiale pour trouver un leader pour le climat. Je veux montrer que la Suède est prête à mener ce combat », a-t-elle ajouté. Une référence à Donald Trump, qui de son côté n'a pas caché son scepticisme sur la question du réchauffement climatique.

- En ce début du mois de mars 2017, 134 des 197 pays des Nations Unies ont ratifié l'Accord de Paris.

## UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

*De leur côté, les dirigeants de l'Union Européenne tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :*

- Après une journée de négociations, les 28 ministres de l'environnement des pays membres de l'UE, réunis en conseil européen, se sont accordés le 28 février 2017 sur un texte de compromis pour réformer le marché carbone. La tonne de CO2 se négocie actuellement autour de 5 euros et n'incite donc pas à investir dans des technologies propres. "Moins de deux semaines après le vote du Parlement, l'accord du jour montre le leadership de l'Union européenne dans l'action climatique et sa volonté de conduire une transition énergétique globale", s'est réjoui le commissaire européen à l'énergie, Miguel Arias Cañete.

- La Commission européenne avait présenté, le 6 février 2017, un bilan de la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE, avec pour ambition de renouveler la manière d'aider les États membres à appliquer les règles de l'UE bénéficiant aux citoyens, aux administrations et à l'économie.

- Présenté le 30 novembre dernier, le paquet d'hiver énergie climat de la Commission européenne n'en finit pas de susciter la défiance auprès des Français. Critiqué à l'époque par les ONG pour son manque d'ambition, il n'est pas mieux accueilli par les industriels du secteur. Plusieurs d'entre eux ont profité du colloque annuel du syndicat des énergies renouvelables (SER) le 31 janvier dernier pour le faire publiquement savoir à Mechthild Wörnsdörfer, directrice en charge de la politique énergétique à la direction générale (DG) de l'énergie de la Commission.

- La ministre Ségolène Royal a salué l'adoption d'une déclaration du Conseil environnement le mardi 28 février 2017 sur la mise en œuvre par l'Union européenne de l'Agenda 2030 pour le développement durable, à laquelle la France a largement contribué. La déclaration rappelle l'importance de l'inclusion des objectifs de développement durable dans les politiques publiques de l'Union européenne, la synergie de l'Agenda 2030 avec l'Accord de Paris, et le nécessaire leadership européen.

- Toutes les centrales électriques à charbon de l'UE devront fermer d'ici à 2030 pour que l'Union puisse respecter ses engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris, selon un rapport du 9 février 2017 de l'institut Climate Analytics. Climate Analytics a calculé que le « budget carbone » de l'UE, à savoir ce qu'elle peut émettre de CO2 si elle veut rester sous la limite des 2 °C, est de 6,5 gigatonnes d'ici à 2050. Les auteurs du rapport soulignent qu'au rythme actuel des opérations programmées des centrales à charbon, ce budget sera dépassé de 85 % d'ici à cette date.

- Le Parlement européen se penchait le 15 février dernier sur la réforme du marché carbone pour la période 2021-2030. Un pas de plus vers une refonte nécessaire du système, entamée il y a un an et demi, pour le rendre plus efficace dans la lutte contre le changement climatique. Mais le texte voté par les députés n'est pas aussi ambitieux que l'auraient souhaité les ONG environnementales. Certains acteurs, comme les industriels du ciment, ont bataillé en coulisse avec succès. Dans le cadre de l'Accord de Paris, l'Union européenne, troisième émetteur mondial avec 3,47 milliards de tonnes de CO2 en 2015, s'est engagée à baisser de 40% ses émissions de GES. Mais les moyens mis en place sont largement insuffisants.

- Basé depuis 1978 à Reading, le data center du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme sera transféré en 2020 à Bologne. Seul le siège de cette organisation intergouvernementale indépendante, qui produit et partage des prévisions météorologiques, restera en Angleterre.

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*Adoptée au début de l'été 2015 par le Parlement français, la loi sur la transition énergétique a été officiellement promulguée au Journal officiel le 18 août 2015. Les décrets d'application du texte sont régulièrement publiés pour assurer sa mise en œuvre effective. Le taux d'application de la loi est d'ores et déjà de 93 % avec la publication de quatre décrets sur les véhicules propres le 12 janvier dernier.*

- Ségolène Royal, Présidente de la COP 21, a participé le 4 mars à Conakry au Conseil d'administration de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables. L'Initiative africaine pour les énergies renouvelables a été lancée lors du Sommet des chefs d'Etat africains à Paris pendant la COP 21, en présence du président de la République française. A cette occasion, 10 bailleurs (G7 et Commission européenne, Pays-Bas, Suède,) s'étaient engagés à mobiliser 10 milliards de dollars pour développer 10 GW de capacité renouvelable supplémentaire en Afrique d'ici 2020.

- Le Ministre de l'Environnement Ségolène Royal a transmis à la Commission européenne le cadre d'action français pour le développement des carburants alternatifs. L'objectif fixé dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte de réduire la consommation de 30% d'énergie fossile en 2030, ce plan d'action y contribue en développant une mobilité plus propre.

*Consulter le cadre d'action*

*Communiqué - Mise en œuvre de loi de transition énergétique : Ségolène Royal soutient le développement des carburants alternatifs*

- [A l'occasion de l'ouverture Salon de l'Agriculture, la Ministre Ségolène Royal a rappelé les actions mises en place en faveur du développement de la méthanisation. Le développement de la filière de méthanisation est une priorité de la transition énergétique et de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie. Afin de l'encourager, plusieurs actions ont été mises en œuvre par la Ministre, en réponse à des besoins forts exprimés par la filière.](#)

- [Neuf dixièmes des capacités de production d'électricité créées en Europe l'année dernière provenaient de sources d'énergie renouvelable. Le continent se détourne ainsi rapidement des combustibles fossiles. D'après les chiffres de l'organisme WindEurope, les parcs éoliens ont représentés pour la première fois de l'histoire plus de la moitié des infrastructures installées.](#)

- [Le commissariat général au développement durable \(CGDD\) vient de publier le bilan des émissions de gaz à effet de serre \(GES\) dans un nouveau format. Et livre pour la première fois les émissions directes des ménages français.](#)

- [Ce 9 février, l'ancien ministre de l'Economie et candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Macron était le premier invité de WWF pour présenter le volet environnemental de son programme présidentiel. Au sujet de la production électrique du pays, Emmanuel Macron entend garder le cap de la loi sur la transition énergétique. Retrouvez l'intervention d'Emmanuel Macron.](#)

## URGENCES CLIMATIQUES

*La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :*

- [Chaque année, 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans décèdent en raison d'un environnement dégradé, soit 26% des décès dans cette classe d'âge, en particulier en Afrique subsaharienne, a estimé lundi 6 mars l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\).](#)

- [Les règles européennes en matière de qualité de l'air sont bafouées dans plus de 130 villes à travers 23 des 28 pays de l'UE, a révélé la Commission européenne le 6 février. La pollution de l'air est la plus grande cause environnementale de morts prématurées dans l'Europe urbaine, et le transport en est la principale source. « La Commission continue de s'inquiéter du manque de progrès sur les plafonds fixés par la législation européenne dans les États membres », a déclaré l'exécutif, dans cette communication.](#)

- [Les fosses marines sont parmi les lieux les plus contaminés au monde par les polluants organiques persistants \(POPs\), dont les PCB, révèle une étude publiée lundi 13 février dans Nature Ecology & Evolution.](#)

- [La COP21, qui s'est tenue en décembre 2015 à Paris, s'est fixée pour objectif de maintenir le réchauffement climatique à moins de 2°C. Si cela n'était pas fait, les conséquences pourraient être dramatiques, comme le montrent ces 10 exemples concrets :](#)

[Des îles paradisiaques menacées de disparition](#)

[Miami, Tokyo, Amsterdam envahies par les eaux ?](#)

[Des records de chaleur](#)

[250 millions de réfugiés climatiques en 2050 ?](#)

[Explosion de la pauvreté d'ici à 2030](#)

[Recrudescence des maladies](#)

[Animaux : une espèce sur six pourrait disparaître](#)

[Disparition de la Grande Barrière de Corail](#)

[Bientôt plus de vins de Bordeaux et de la vallée du Rhône ?](#)

### Forte augmentation des turbulences en avion

- Selon une étude publiée mercredi 15 février 2017, la possibilité que l'océan Atlantique nord se refroidisse est plus forte que prévu. Un tel changement pourrait avoir des impacts très importants sur l'évolution du climat en Europe et en Amérique du nord.

- C'est l'un des effets les plus visibles du réchauffement climatique : la fonte des glaciers dans les Alpes. Une nouvelle étude estime qu'elle est encore plus rapide que prévu.

- Le réchauffement climatique nuit gravement à notre production agricole: selon divers travaux menés par une équipe de l'université d'Oxford, notre alimentation pourrait s'en ressentir, aussi bien en quantité qu'en qualité. A moins de changer radicalement nos habitudes de consommation.

## MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- C'est une première mondiale. Les Iles Marshall sont le premier pays à ratifier l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal. Un protocole négocié l'an dernier à Kigali, au Rwanda. Il vise à interdire l'utilisation des HFC, des gaz au pouvoir réchauffant jusqu'à 14 800 fois plus réchauffant que le CO2 (dioxyde de carbone). Les Iles Marshall, petit État insulaire du Pacifique, est particulièrement menacé par le changement climatique et la montée du niveau des océans.

- Le Maroc a mis en place une première unité de police de l'environnement, qui aura notamment pour mission de "lutter contre les infractions environnementales", a-t-on appris de source officielle. "La première promotion des inspecteurs de la police de l'environnement, composée de 40 membres, a été installée jeudi à Rabat", a rapporté l'agence de presse officielle MAP. En collaboration avec la police, la gendarmerie et le ministère de la Justice, ils devront "constater les différentes infractions environnementales, notamment (...) celles liées à la pollution atmosphérique, procéder aux études d'impact avant la réalisation des projets".

- Le club de réflexion la Fabrique écologique a présenté à la presse ce 16 février ses "14 idées et mesures concrètes suggérées aux candidats pour le prochain quinquennat" (voir document joint). Son souhait est de mettre dans le débat public sur l'écologie des propositions à la fois innovantes, concrètes et ambitieuses. Ces propositions s'accompagnent d'un document faisant l'état des lieux précis des enjeux écologiques des échéances 2017 (voir en PJ). Le think tank présidé par Géraud Guibert y livre son analyse sur la prise en compte des principales thématiques environnementales dans les programmes des principaux candidats. Verdict: « peut mieux faire ».

- Quatre mois après le lancement de la concertation, la région Ile-de-France vient de présenter de son premier plan vert. «Notre ambition, affirme la présidente du conseil régional, est d'offrir aux 2 millions de Franciliens qui en sont dépourvus un espace vert à moins de 15 minutes à pied, de relancer la création d'espaces verts et de créer l'équivalent d'un bois de Boulogne en nouveaux espaces verts et boisés.» Au total, la Région prévoit de créer 500 hectares d'espaces verts d'ici à 2021: «l'équivalent du Bois de Boulogne», insiste Valérie Pécresse.

- Malgré un contexte de marchés financiers difficile et volatile, la Région Ile-de-France a émis avec succès une nouvelle émission obligataire verte et responsable ce mardi 7 mars 2017. Cette émission, d'une durée de 12 ans, a été réalisée pour un taux de 1,425% (soit OAT + 25pb).

### **Du Sommet de la Terre à Rio en 92... au Pavillon France Rio+20 en 2012** **De la COP21... à la COP22** (Cliquez [ici](#) pour lire la suite)

Présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1<sup>er</sup> Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis pour « tisser des alliances » et accompagner les décideurs en matière de stratégie de communication partenariale et RSE.

Fortement mobilisée à l'occasion des deux grands événements mondiaux du développement durable : Rio+20 et la COP21 à Paris... Elle était présente à Marrakech en tant que coordinatrice d'Entreprises COP22 présidée par Brice Lalonde.

Au cours de l'année 2016, la coordination Maroc-France « Entreprises COP22 » a contribué aux dialogues, débats et synergies entre les réseaux français d'entreprises et les réseaux d'entrepreneurs, start up et créateurs marocains et africains concernés par les enjeux climat et la COP22. Retrouvez un retour en images sur le blog de la Coordination en cliquant [ici](#). *Blog de la Coordination* : [www.entreprisescop22.wordpress.com](http://www.entreprisescop22.wordpress.com)

### **Présentation du « Livre Blanc - Femmes Santé Climat suite à la COP22 »** **le 8 mars 2017 à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris**



Lors de la COP21, une conférence organisée à Paris et le lancement de l'Appel des Femmes pour le Climat avait permis de recueillir des milliers de signatures. En vue de la Cop22, les réseaux Supplément d'Elles, Femmes et Développement Durable ont continué d'alerter avec un Livre blanc intitulé : « Femmes, santé, climat, avançons ensemble vers la COP22 » regroupant des témoignages de responsables de la sphère privée ou publique, œuvrant à leur manière contre le dérèglement climatique et ses impacts sur les femmes et sur la santé.

Ce Livre blanc a été présenté publiquement ce 8 mars 2017 à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, à l'invitation et en présence de S.E. Monsieur Chakib Benmoussa, Ambassadeur du Royaume du Maroc en France.

A l'issue d'une table ronde, les représentantes des 3 réseaux féminins, Isabelle Guitton, Isabelle Blin et Sylvianne Villaudière ont lancé un Appel à de nouvelles contributions en vue de l'édition du Livre Blanc « Femmes Santé Climat de la COP 22 à la COP23 ». Cet Appel est diffusé par les réseaux féminins à l'attention du plus grand nombre de réseaux français, marocains/africains et internationaux, et en particulier des Iles Fidji.



[Consultez le livre Blanc « Femmes Santé Climat »](#)

Plus d'information : [www.climat-sante.org](http://www.climat-sante.org)

## AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

- Le 14 mars 2017, Atelier EcoQuartier organisé par la DREAL des Pays de la Loire sur le thème « Prendre en compte les changements climatiques dans l'aménagement » (Nantes)
- Les 14 et 15 mars 2017, 10<sup>ème</sup> édition de Produrable (Paris, Porte de Versailles)
- Le 16 mars 2017, colloque « VIVE L'ÉNERGIE ! Pour la croissance, les choix pour notre avenir » organisé par think tank énergies VISTA (Paris)
- Du 18 au 23 mars 2018, 8<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau (Brasilia - Brésil)
- Le 23 mars 2017, Forum international de la Météo et du Climat avec des débats-participatifs citoyens sur le thème : « Ensemble, relevons les défis environnementaux ! » (Hôtel de Ville de Paris)
- Le 24 mars 2017, Colloque Météo et Climat : « Adaptation des infrastructures et des réseaux au changement climatique » (Paris)
- Le 31 mars 2017, Colloque du Réseau « Droit et changement climatique » sur le thème « Quel droit pour les changements climatiques ? » (Paris)
- Le 5 avril 2017, "Water : Risk, Opportunity and Sustainability" 2017 - WBCSD (Londres)
- Du 5 au 7 avril 2017, Climateurope Festival 2017 « explore challenges and opportunities of climate services for your activity » (Valence - Espagne)
- Le 25 avril 2017, Séminaire Développement durable et économie de l'environnement de l'IDDRI sur le thème : « Le changement climatique annonce-t-il la disparition des récifs coralliens? Enjeux et solutions » (Paris)
- Du 4 au 6 mai 2017, Resilient Cities 2017 du ICLEI Local Governments for Sustainability - 8th Global Forum on Urban Resilience & Adaptation (Bonn – Allemagne)
- Du 11 au 13 mai 2017, Salon international de l'eau et l'énergie environnement – climat (Casablanca – Maroc)
- Du 17 au 21 mai 2017, 11<sup>ème</sup> édition de la Fête de la Nature (France)
- Du 29 mai au 2 juin 2017, XVIème Congrès Mondial de l'Eau (Cancún - Mexique)
- Du 30 mai au 5 juin 2017, Semaine du développement durable 2017
- Le 5 juin 2017, World Circular Economy Forum - WBCSD (Helsinki, Finlande)
- Le 5 juin 2017, Journée Mondiale de l'environnement
- Du 5 au 9 juin 2017, Commission européenne- 3rd European Climate Change Adaptation Conference Lieu : (Glasgow – Écosse)
- Du 19 au 23 juin 2017, Semaine européenne de l'énergie 2017

- Les 29 et 30 juin 2017, Colloque de la Société Française pour le Droit de l'Environnement sur le thème "Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ?" (Aix-en-Provence)
- Du 31 août au 1er septembre, Business and Climate Summit (BCS) (New Delhi – Inde)
- Du 9 au 15 Septembre 2017, 9ème Congrès mondial d'éducation à l'environnement (WEEC) (Vancouver – Canada)
- Les 16 et 17 septembre 2017, Sixth International Conference on Climate Change Adaptation 2017 - Unique Conferences Canada (Toronto – Canada)
- Le 21 septembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème « Responsabilité sociale climatique : quels enjeux pour les acteurs non étatiques ? » (Paris)
- Du 17 au 19 octobre 2017, World Efficiency (Paris)
- Le 19 octobre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « L'adaptation aux changements climatiques : une nécessaire mise en débat » (Paris)
- Du 6 au 17 novembre 2017, COP23 organisée par les îles Fidji (Bonn - Allemagne)
- Le 20 novembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « Quel bilan de la COP23 ? » (Paris)
- Du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2017, International Congress on Climate Change and its Impacts organisé par SGP (Huaraz – Pérou)
- Du 11 au 14 juin 2018, 5th International Climate Change Conference : Adaptation Futures 2018 organisé par University of Cape Town (Le Cap - Afrique du Sud)

#### Qui sommes-nous ?

Spécialisé dans le conseil en stratégie d'alliances et la communication en réseau, Alliantis accompagne les dirigeants d'entités publiques, associatives et privées soucieux d'anticiper et de s'adapter aux enjeux d'un futur durable, dans un esprit partenarial, de dialogue et d'ouverture aux autres acteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé en 2015 à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable. En 2017, Alliantis poursuit son développement en se rapprochant d'EcoAct, l'acteur de référence internationale de la décarbonisation des entreprises et des territoires.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : [blafon@alliantis.fr](mailto:blafon@alliantis.fr)

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à [alliantis@alliantis.fr](mailto:alliantis@alliantis.fr).



#### Cabinet Alliantis

25 boulevard Malesherbes  
75008 Paris

Tel : 01 44 56 09 56

[www.alliantis.fr](http://www.alliantis.fr)



[www.solutionscop21.org](http://www.solutionscop21.org)